



## **Cahier des charges**

### **Renouvellement du SDSF morbihannais**

#### **Evaluation du SDSF 2022-2025 et démarche de renouvellement**

##### **1 Contexte de la mission :**

L'ordonnance 2021-611 du 19 mai 2021 a généralisé le schéma départemental de services aux familles en dotant chaque département d'un comité dont l'installation était jusque-là facultative. Le département du Morbihan disposait déjà d'un schéma départemental des services aux familles, depuis 2016.

La gouvernance du SDSF a été renforcée par un décret du 14 décembre 2021, en précisant notamment le caractère partenarial.

L'actuel schéma a été installé en Morbihan (2022-2025) avec 5 orientations et 84 actions, dont le bilan avait mis en exergue un partenariat déjà bien constitué, un intérêt partagé pour la démarche et la réalisation concertée des actions retenues.

Les 5 orientations phares du schéma sont les suivantes :

- La petite enfance
- L'enfance et la jeunesse
- Le soutien à la parentalité
- L'animation de la vie sociale
- L'inclusion

Conformément à la circulaire DGCS/SD2C/2022/163 du 21 juillet 2022, les comités départementaux des services aux familles (CDSF), instaurés par l'ordonnance n°2021-611 du 19 mai 2021, ont vocation à être des instances partenariales uniques de pilotage local des politiques publiques en matière de services aux familles. Acteur de la coordination territoriale, le CDSF réunit l'ensemble des parties-prenantes de ces politiques publiques autour d'objectifs partagés. Le CDSF est l'instance de réflexion, de conseil, de proposition et de suivi concernant toutes questions relatives à l'organisation, au fonctionnement, au maintien et au développement des services aux familles.

Le comité établit un schéma départemental des services aux familles pluriannuel en articulation avec les politiques publiques nationales et locales.

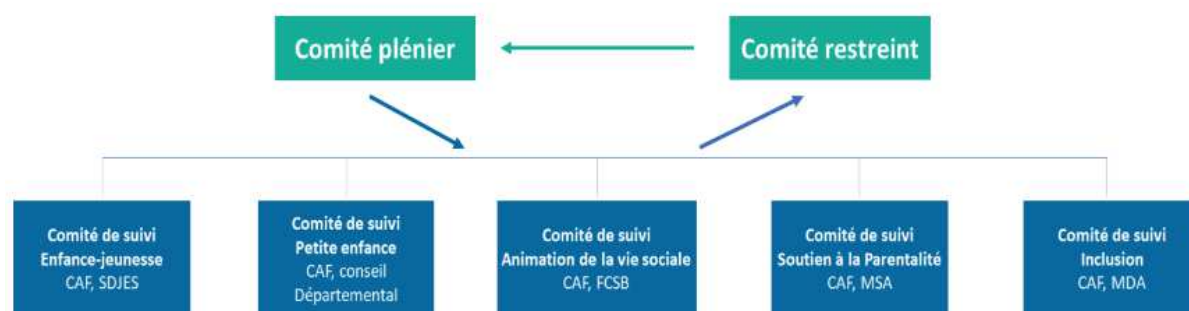
Le CDSF s'appuie sur les orientations du ministère chargé de la famille, de la convention d'objectifs et de gestion entre la Cnaf et l'Etat, des stratégies et plans gouvernementaux, des priorités pluriannuelles d'action en matière de protection et de promotion de la santé maternelle et infantile, des programmes

et actions relevant de la politique de la ville et plus généralement de la politique de cohésion des territoires.

Ces orientations nationales font l'objet de déclinaison territoriale, notamment en appui des conventions territoriales globales (Ctg).

Le schéma 2022-2025 est cosigné par 4 signataires : Etat, Conseil Départemental, AMF 56 et CAF, et regroupe au sein du comité plénier du CDSF 72 membres titulaires et/ou suppléants.

Le CDSF 56 fonctionne avec un comité plénier annuel, un comité restreint et des comités de suivi thématiques.



Le SDSF morbihannais arrive à échéance au 31 décembre 2025, il a été prolongé sur l'année 2026. Cette prolongation d'un an du schéma, par voie d'avenant, a été décidée en comité plénier du 24 juin, permettant ainsi de préparer le **renouvellement du SDSF sur l'année 2026, avec une signature du schéma souhaitée fin 2026 ou au plus tard en mars 2027**. Cette prolongation permet également d'intégrer le calendrier des élections municipales de 2026.

La circulaire du 21 juillet 2022 relative à la mise en œuvre des comités et des schémas départementaux des services aux familles prévoit que le SDSF est pluriannuel, synchronisé avec les mandats municipaux. Sa validité est par conséquent de 6 ans, et il doit être renouvelé dans les 12 mois suivants les élections municipales, soit pour la prochaine échéance entre mars 2026 et mars 2027.

## 2 Objet du cahier des charges :

Le présent cahier des charges a pour objet la sélection d'un prestataire en charge de **mener un accompagnement, en collaboration avec les services de la Caf, pour renouveler le schéma départemental des services aux familles morbihannais**.

Dans le cadre de sa mission d'accompagnement, le prestataire devra participer à l'élaboration d'un schéma comprenant :

- Une évaluation du précédent schéma dont l'impact social, et de sa gouvernance,
- Une actualisation des données du diagnostic départemental des services aux familles,
- La définition d'axes stratégiques et du plan d'actions associé,
- L'élaboration d'un référentiel d'évaluation de l'impact du futur schéma, intégrant des indicateurs.

Cette démarche s'appuiera sur la participation des signataires actuels du schéma, des membres du comité départemental des services aux familles, et plus largement des différents contributeurs.

La démarche devra permettre d'aboutir à l'élaboration d'un nouveau schéma répondant aux attendus nationaux et départementaux, à minima sur les thématiques suivantes :

- La petite enfance,
- L'enfance,
- La jeunesse,
- La parentalité,
- L'inclusion

### **3 Etapes attendues :**

Dans le cadre de sa mission d'accompagnement, en concertation avec le secrétariat général du CDSF et en collaboration avec les services de la Caf, le prestataire est attendu autour de deux étapes :

#### **1ère étape**

**De janvier à mars 2026 :**

- Proposer et engager, la démarche **d'évaluation du schéma 2022-2025 et de sa gouvernance**, associant les différents membres du CDSF et acteurs impliqués, sur la base d'une **démarche participative** (acteurs investis au sein du schéma- membres titulaires/suppléants du CDSF- et partenaires participants aux comités thématiques à minima).

**De mars à juin 2026 :**

- Actualisation du **diagnostic départemental des services aux familles**, intégrant un regard départemental et par EPCI ; ainsi que l'analyse des enjeux territoriaux (caractéristiques de la population morbihannaise, contexte urbain, rural, social et économique, situation de l'offre existante et des besoins), en appui des schémas existants (Ctg, ...) ;
- Aide à la **définition d'axes stratégiques** à l'issue du diagnostic concerté ;
- **Implication des acteurs** à la définition des ambitions prochaines du schéma.

#### **2ème étape**

**De juin à décembre 2026 :**

- Accompagner la finalisation des **axes stratégiques et leur déclinaison opérationnelle** par thématique
- Proposition méthodologique d'élaboration d'un **plan d'action par thématique** en concertation avec les animateurs/trices des comités de suivi thématiques
- Proposition d'une démarche de **suivi du résultat des actions et des impacts sociaux**.

**Le prestataire réalisera une présentation en comité plénier du CDSF en juin pour l'étape 1 (diagnostic et axes stratégiques) et en décembre pour l'étape 2 (plan d'action du prochain SDSF).**

### **4 Pilotage et suivi de la mission :**

La secrétaire générale du CDSF, Marie-Claude Dubé sous-directrice en charge de l'action sociale à la Caf du Morbihan, pilotera et suivra la mission confiée au prestataire. Elle mettra à disposition du prestataire les documents et ressources disponibles nécessaires à la mission.

Le comité restreint du CDSF, représentant les membres signataires du SDSF, assurera l'instance technique de suivi de la mission confiée. Il se réunira autour des étapes clés du diagnostic et de la formalisation du plan d'action.

Le comité restreint du CDSF sera l'instance de décision des étapes stratégiques du renouvellement du schéma et de validation des propositions à remonter en comité plénier. Il se réunira à minima deux fois sur la période de la mission, entre janvier et novembre 2026, en articulation avec l'avancée des étapes 1 et 2.

## **5 Coûts de la mission confiée :**

Les coûts relatifs à l'évaluation et au renouvellement du SDSF sont compris dans le cadre de ce marché. Le prix comprendra tous les frais nécessaires à la réalisation de la prestation, tels que les frais d'organisation, les frais de mission.

Les prix sont forfaitaires et exprimés en € en HT et TTC dans la lettre d'engagement et décomposés par phase. Le prix comprend ainsi la réalisation de l'étape 1 et de l'étape 2.

Ce prix est ferme et réputé être établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Le prix est donc non révisable.

## **6 Les obligations du prestataire :**

Une obligation de confidentialité est requise de la part du prestataire et de son personnel pour tous faits, informations, documents, études, décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord préalable des membres du comité restreint du CDSF.

Le prestataire est soumis à une obligation de moyens et de résultats, il doit mettre à disposition du personnel qualifié. Les membres du comité restreint du CDSF se réservent le droit de demander le remplacement des intervenants. Le prestataire est dans l'obligation d'informer les partenaires en cas de remplacement des intervenants.

L'ensemble des documents produits dans le cadre de la présente consultation devra comprendre le logo du CDSF et mentions de l'ensemble des partenaires associés. Ces documents ne pourront être utilisés que dans ce cadre et seront la propriété des partenaires du schéma. Ils devront préalablement être validés par le comité restreint du CDSF.

Les prestations sont soumises à une obligation de résultat. Le prestataire s'engage à respecter :

- Les termes du cahier des charges ;
- Le respect d'une démarche participative et partenariale ;
- La qualité et la lisibilité des documents produits ;
- Les délais d'exécution de la démarche.

Les termes du présent marché font l'objet d'un suivi réalisé par les partenaires du comité restreint du CDSF. Une réunion de bilan sera organisée par le secrétariat général du CDSF à la fin de chaque phase avant validation, et avant versement du financement de la phase.